

Olivier Chastel

Les efforts sont **payants**

Depuis 2 ans, il tient les cordons de la bourse. Un devoir qui exige de la rigueur. Malgré un contexte difficile, **Olivier Chastel**, avec le soutien de Didier Reynders et de Sabine Laruelle, a pu dégager plus d'un milliard pour la relance. Rencontre avec un ministre du Budget satisfait mais prudent.



Olivier Chastel, l'année 2013 aura encore été une année budgétairement compliquée. Quel bilan en tirez-vous ?

J'ai le sentiment du travail accompli mais restons prudents ! Grâce à un monitoring permanent du budget et à des efforts structurels importants, la situation de notre pays s'améliore et nous respectons nos engagements en matière d'assainissement des finances publiques.

La Commission européenne a rendu son avis sur nos perspectives budgétaires. La Belgique est sur la bonne voie ?

La Commission confirme que la Belgique a pris des « actions effectives » afin de réduire le déficit public. Elle estime, en outre, que la Belgique effectuera, en 2014, des progrès suffisants au regard des critères en matière de dette publique. L'appréciation positive de la Commission indique que la Belgique se porte mieux et que notre pays devrait donc sortir de la procédure de déficit excessif au printemps prochain.

La revente de nos participations dans BNP Paribas Fortis est-elle une bonne opération ?

C'était la meilleure opération possible et le bon moment pour la réaliser. L'Etat a ainsi cédé ses 25% du capital pour € 3,25 milliards avec une plus-value d'environ 900 millions. Rappelons par ailleurs l'objectif du Gouvernement de ramener notre dette sous les 100% du Produit Intérieur Brut.

Et concernant la relance économique ?

Le Gouvernement œuvre déjà depuis deux ans à cette relance. Des mesures en matière d'emploi, de réduction du coût du travail, d'augmentation du pouvoir d'achat, de soutien à l'investissement,... s'élèvent à plus d'un milliard. Mais la mesure emblématique du Gouvernement fédéral est la réduction, à partir du 1er avril 2014, de la TVA sur l'électricité de 21 à 6%. Cette disposition améliore le pouvoir d'achat des citoyens et ralentit l'inflation, ce qui est positif pour nos entreprises. Les défis sont immenses et les signes de reprise économique restent fragiles. Chaque niveau de pouvoir doit donc prendre ses responsabilités.

Vous êtes toujours plongés dans les chiffres. Est-ce que ce n'est pas rébarbatif ?

Non, pas du tout ! Etre Ministre du Budget est passionnant. Comme pour le budget d'un ménage, il est essentiel de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Une bonne gestion des deniers de l'Etat est primordiale.

Et puis surtout, derrière les chiffres se cachent des choix politiques en matière d'emploi, de sécurité, de soins de santé,... une multitude d'actions à mettre en œuvre pour améliorer le quotidien de nos citoyens.

— “ —
*La situation s'améliore
mais restons prudents*

